

Cote du document: EB 2007/92/R.34/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 12 d) iv)
Date: 13 décembre 2007
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République du Pérou pour le

Projet de renforcement des actifs, des marchés et des politiques de développement rural des hauts plateaux du nord (Sierra Norte)

Conseil d'administration – Quatre-vingt-douzième session
Rome, 11-13 décembre 2007

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Roberto Haudry de Soucy

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2282
courriel: r.haudry@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

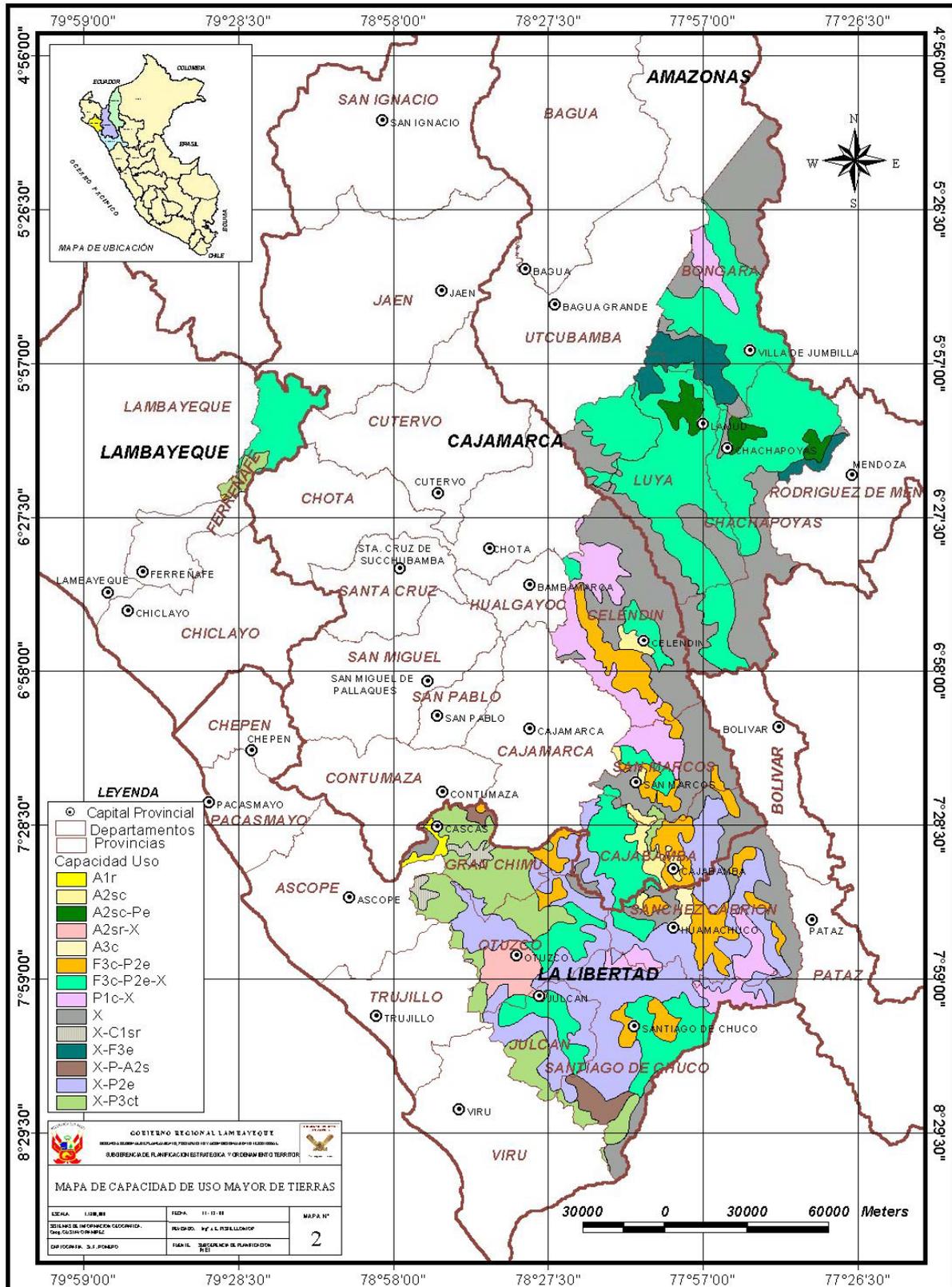
Table des matières

Recommandation d'approbation	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du prêt	iv
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Le financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	6
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Garanties importantes incluses dans l'accord de prêt négocié	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	
II. Logical framework (Cadre logique)	

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République du Pérou pour le Projet de renforcement des actifs, des marchés et des politiques de développement rural des hauts plateaux du nord (Sierra Norte), telle qu'elle figure au paragraphe 35.

Carte de la zone du projet



Source: Subgerencia de planificación estratégica y ordenamiento territorial, Gobierno Regional Lambayeque

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République du Pérou

Projet de renforcement des actifs, des marchés et des politiques de développement rural des hauts plateaux du nord (Sierra Norte)

Résumé du prêt^a

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République du Pérou
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture
Coût total du projet:	21,7 millions de USD
Montant du prêt du FIDA:	9,05 millions de DTS (équivalant approximativement à 14,4 millions de USD)
Conditions du prêt du FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement d'environ six ans, mais ne dépassant pas cette durée, avec un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
Cofinancier:	Action Aid, Espagne
Montant du cofinancement:	1,0 million de USD
Contribution de l'emprunteur:	Gouvernement national du Pérou: 3,4 millions de USD Administrations régionales et locales: 1,7 million de USD
Contribution des bénéficiaires:	1,2 million de USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

^a Durant les négociations, les estimations faites lors de la préévaluation concernant le coût total du projet et les contributions du Gouvernement du Pérou et des bénéficiaires ont été revues et ajustées comme suit: le coût total du projet s'élèvera à 21,7 millions de USD et non plus à 21,9 millions de USD. De 2,8 millions de USD, la contribution du Gouvernement national du Pérou passe à 3,4 millions de USD; la contribution des administrations régionales et locales passe de 1,3 million de USD à 1,7 million de USD tandis que la contribution des bénéficiaires passe de 2,4 millions de USD à 1,2 million de USD. Le montant du prêt du FIDA reste inchangé, soit 14,4 millions de USD, de même que le cofinancement d'Action Aid qui est toujours de 1,0 million de USD. De plus, durant les négociations, il a été convenu que, au cours du premier trimestre 2008, les estimations du coût total du projet et du financement seront ajustées en fonction des modifications convenues précitées. Une note d'information sera présentée au Conseil à sa session d'avril 2008.

Proposition de prêt à la République du Pérou pour le projet de renforcement des actifs, des marchés et des politiques de développement rural des hauts plateaux du nord (Sierra Norte)

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Les principales questions auxquelles le projet cherchera à apporter une réponse sont les suivantes: i) pauvreté persistante dans les hauts plateaux du Pérou; ii) dégradation croissante des ressources naturelles; iii) accès limité aux marchés des services financiers et non financiers; iv) exclusion liée à l'absence de pleins droits de citoyenneté; et v) faible capacité d'harmonisation et d'exécution d'investissements concertés.

B. Le financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République du Pérou un prêt d'un montant de 9,05 millions de DTS (équivalant approximativement à 14,4 millions de USD) à des conditions ordinaires, pour contribuer au financement du projet de renforcement des actifs, des marchés et des politiques de développement rural des hauts plateaux du nord (Sierra Norte). Le prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement d'environ six ans, mais ne dépassant pas cette durée, assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. Le prêt du FIDA pour ce projet s'inscrit dans l'allocation triennale (2007-2009), dont le montant est de 28 468 760 USD.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. Le plan de gestion de la dette proposé par le Gouvernement met l'accent sur une amélioration de la structure de la dette publique passant par une augmentation de la part de la dette en monnaie locale et de la dette à taux fixe dans la dette totale. Le profil d'amortissement a été lissé au cours des dernières années, et les autorités envisagent à cet effet de nouvelles opérations d'emprunt sur les marchés privé et public. À la fin de novembre 2006, les réserves internationales nettes s'élevaient à 16,2 milliards de USD, équivalant à plus de 325% de la dette à court terme et à 135% des dépôts en devises étrangères dans le système bancaire. Le projet du FIDA a été inclus par le Gouvernement dans son système national d'investissements publics, dans les limites des plafonds prévus de la dette extérieure.

Flux de fonds

5. Les fonds provenant du prêt du FIDA seront acheminés par l'intermédiaire d'un compte spécial qui sera ouvert auprès du Banco de la Nación. L'agent principal du projet ouvrira un compte de projet en monnaie locale, pour le financement des opérations du projet, auprès de la Banco de la Nación.

Modalités de supervision

6. Le projet sera directement supervisé par le FIDA, avec l'appui d'institutions de recherche péruviennes. L'examen des questions relatives aux achats et aux décaissements ou d'ordre financier pourra être sous-traité à une institution qualifiée.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

8. Les mesures suivantes seront prises pour améliorer tous les aspects de la gouvernance du prêt du FIDA: i) recours à des cabinets d'audit privés et plein respect des directives du FIDA relatives à la vérification des comptes; ii) appui au renforcement des capacités de l'unité d'exécution du projet dans les domaines de la gestion financière et des achats, en liaison avec d'autres bailleurs de fonds; et iii) recours à un système de concours transparent pour l'allocation des ressources, par le biais de comités locaux d'allocation des ressources.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

9. Deux approches ont été utilisées pour la détermination du groupe cible du projet: celle des seuils de pauvreté et celle des "besoins fondamentaux non satisfaits", en prenant pour base le mécanisme de ciblage de la pauvreté établi par le Gouvernement. Le projet aura pour bénéficiaires environ 20 000 familles pauvres ou extrêmement pauvres (estimation reposant sur des enquêtes sur les niveaux de vie), ayant un revenu inférieur à 1 040 USD par habitant et vivant dans des districts où l'indice de développement humain est inférieur à 0,6.

Méthode de ciblage

10. La conception du projet intègre un ciblage géographique, conformément à la méthode de ciblage du FIDA. Le projet utilisera des mécanismes d'autociblage, sur la base de modalités d'exécution impulsées par la demande. Les mécanismes s'appuieront sur: i) des niveaux de financement adéquats; ii) des instruments simples et adéquats pour la formulation de sous-projets par les pauvres; iii) la mise à disposition d'une assistance technique fondée sur le potentiel des groupes bénéficiaires; et iv) un appui à l'évaluation des actifs et une assistance aux plus vulnérables afin qu'ils répondent aux conditions imposées par le projet pour pouvoir bénéficier d'une aide.

Participation

11. Le projet poursuivra les approches participatives qui sont au cœur de toutes les interventions et qui ont déjà été mises en œuvre dans les régions de hauts plateaux du Pérou dans de précédents projets du FIDA. Les bénéficiaires recenseront leurs actifs et ceux de leurs communautés, et en établiront les cartes. Ils passeront ensuite à la détermination, la formulation et l'exécution d'entreprises commerciales. Le projet les aidera à établir des contrats pour les services dont ils ont besoin pour l'exécution. Les femmes rurales seront en mesure de participer pleinement au projet, grâce à la création de comptes d'épargne. Avec les mesures d'incitation du projet, les plus vulnérables pourront bénéficier de services de micro-assurance. L'intervention des partenaires institutionnels se fera par le biais de leur participation au comité de pilotage du projet et à l'allocation des ressources du projet par l'intermédiaire des comités locaux d'allocation des ressources.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

12. L'objectif du projet est de réduire la pauvreté et l'extrême pauvreté au sein de la population rurale – hommes, femmes et jeunes – des hauts plateaux du nord du Pérou. Son objectif principal sera de d'accroître et/ou d'ajouter de la valeur aux actifs humains, sociaux, naturels, matériels et financiers des petits producteurs et entrepreneurs pauvres des zones rurales, et en particulier des femmes et des jeunes. Le projet a pour objectifs plus spécifiques de: i) renforcer la capacité des institutions, communautés et organisations rurales locales à gérer les ressources naturelles dont elles disposent; ii) renforcer et d'autonomiser les organisations de ruraux pauvres en termes de capacités de gestion, de positionnement sur le marché et d'activités entrepreneuriales par la mise à disposition de services financiers et non financiers; iii) augmenter les actifs financiers des femmes rurales pauvres par la mobilisation de l'épargne et la micro-assurance; et iv) renforcer le capital social et

culturel tout en harmonisant et coordonnant les activités entre les institutions publiques/privées et les organisations bénéficiaires.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

13. Le projet poursuivra trois objectifs principaux relatifs aux politiques et aux institutions: i) protéger et renforcer le patrimoine naturel et culturel; ii) augmenter les possibilités de croissance rurale; et iii) consolider et améliorer les partenariats stratégiques dans un contexte territorial.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

14. Le projet s'inscrit dans le cadre du COSOP, qui proposait de: i) renforcer les actifs des petits producteurs; ii) appuyer le développement de marchés de services financiers et non financiers; iii) contribuer au développement des liaisons entre les zones rurales et urbaines; et iv) renforcer le développement régional et local. Le projet est pleinement aligné sur le Cadre stratégique 2007-2010 du FIDA.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

15. Le projet est aligné sur plusieurs documents de stratégie du Pérou: la Stratégie nationale de développement rural, la Stratégie nationale de sécurité alimentaire, et la Stratégie nationale de réduction de la pauvreté de 2004. La stratégie de développement rural implique la mise en place d'alliances de producteurs, la création de possibilités d'activités non agricoles et le renforcement des autorités régionales, des conseils de développement local, des communautés, des groupes de producteurs et des organisations de la société civile. La stratégie de réduction de la pauvreté repose sur trois piliers: i) poursuite de la croissance économique, y compris celle des ruraux pauvres; ii) généralisation des services sociaux; et iii) accentuation de la décentralisation de l'État.

Harmonisation avec les partenaires du développement

16. Outre l'effet de levier ayant produit un financement supplémentaire par l'ONG Action Aid, cette intervention du FIDA sera harmonisée avec le Projet ALIADOS de la Banque mondiale et avec le programme de la Banque interaméricaine de développement concernant les services d'appui à l'accès aux marchés ruraux, dans le cadre des politiques de développement rural.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

17. L'exécution du projet comprendra quatre composantes principales et un certain nombre d'activités significatives:
- a) **Composante 1: gestion des ressources naturelles et estimation de la valeur des actifs matériels**
 Cette composante comprend six activités principales: i) promouvoir et diffuser l'information; ii) appuyer la participation des bénéficiaires; iii) établir des cartes des actifs communautaires, matériels et immatériels; iv) récompenser les améliorations dans la gestion des ressources naturelles; v) développer le partage des expériences entre les bénéficiaires et les communautés; et vi) appuyer la mise en place de zones naturelles protégées.
- b) **Composante 2: développement des initiatives commerciales et renforcement des actifs financiers**
 Cette composante comprend les activités suivantes: i) promouvoir et diffuser l'information; ii) recenser et planifier les activités commerciales; iii) établir des contrats d'assistance technique et améliorer la fourniture de l'appui technique; et iv) mobiliser l'épargne et la micro-assurance.

c) **Composante 3: renforcement du développement territorial et promotion de la gestion des savoirs**

Cette composante comprend cinq activités principales: i) planifier l'investissement local et élaborer le projet; ii) renforcer la citoyenneté; iii) financer des partenariats public/privé; iv) exécuter un projet d'appui au développement intégré dans le département de Lambayeque; et v) promouvoir la concertation et la gestion des savoirs.

Catégories de dépenses

18. Les dépenses sont réparties en dix catégories: i) travaux publics – 1,8 million de USD (8,1%); ii) véhicules et équipement – 0,2 million de USD (0,8%); iii) assistance technique¹ – 5,2 millions de USD (23,6%); iv) incitations – 5,2 millions de USD (23,7%); v) dons de contrepartie – 3,4 millions de USD (15,3%); vi) formation – 2,7 millions de USD (12,1%); vii) services professionnels – 0,7 million de USD (3,2%); viii) transferts délégués – 0,5 million de USD (2,3%); ix) salaires – 1,8 million de USD (8,3%); x) coûts de fonctionnement – 0,6 million de USD (2,5%). Les montants susmentionnés pourraient varier par suite de la révision des estimations du coût du projet et du financement qui sera menée durant le premier trimestre 2008.

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

19. Les principaux partenaires d'exécution seront les agences du Ministère de l'agriculture et les agences chargées des questions agraires à l'échelon des quatre administrations régionales de la zone du projet. Il s'agira aussi d'entités bancaires supervisées, comme les organismes d'épargne et de prêt. Action Aid sera également un partenaire important, contribuant à l'exécution d'une intervention de développement intégré dans deux des districts les plus pauvres du pays. L'administration régionale de Lambayeque cofinancera les activités dans ces districts.

Responsabilités en matière d'exécution

20. Le Ministère de l'agriculture, par le biais de l'unité de gestion des ressources naturelles dans les hauts plateaux, assumera la responsabilité d'ensemble de l'exécution du projet. Une unité d'exécution du projet sera mise en place dans la ville de Chachapoyas (Amazonas), et des bureaux locaux de projet à Huamachuco (La Libertad), Celendin (Cajamarca) et Incahuasi (Lambayeque). La direction d'ensemble de l'exécution du projet sera assurée par un comité de pilotage composé de représentants du Ministère de l'agriculture, des administrations régionales et locales, de l'emprunteur et d'un représentant du FIDA n'ayant pas de droit de vote. L'allocation des ressources pour l'exécution des initiatives bénéficiaires relèvera des comités locaux d'allocation des ressources, composés de représentants des administrations régionales et locales, des organisations bénéficiaires et d'autres parties prenantes de la société civile. L'exécution des projets d'infrastructure dans le département de Lambayeque relèvera de l'administration régionale, tandis que Action Aid assumera la responsabilité de l'assistance en matière d'éducation et de santé.

Rôle de l'assistance technique

21. La démarche permettant aux bénéficiaires de conclure eux-mêmes des contrats avec des prestataires de services d'assistance technique sur le marché concurrentiel a donné de bons résultats au Pérou et sera étendue à la zone géographique des hauts plateaux du nord. On envisage également un appui technique pour harmoniser les efforts des administrations régionales et locales en vue de renforcer l'impact des interventions en matière de développement rural – interventions qui impliquent, à leur tour, la participation de ces administrations et du secteur privé.

¹ Dans le contexte de ce projet, on définit comme assistance technique un transfert de fonds conditionnel permettant aux groupes bénéficiaires de conclure des contrats pour une large gamme de services.

Situation des principaux accords d'exécution

22. Les accords d'exécution exigeront des dispositions réglementaires pour refléter pleinement les rôles et les responsabilités de l'unité d'exécution du projet. Un accord subsidiaire sera signé entre le Ministère des finances et celui de l'agriculture, et des mémorandums d'accord détaillés seront conclus entre l'administration régionale de Lambayeque et Action Aid.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

23. Le coût total du projet s'élève à 21,7 millions de USD sur cinq ans. La contribution du Gouvernement national sera de 3,4 millions de USD (15,7%), et celle des bénéficiaires de 1,2 million de USD (5,5%). Les administrations régionales et locales apporteront une contribution de 1,7 million de USD (7,8%) et Action Aid 1,0 million de USD (4,6%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

24. Le projet apportera des avantages aux ménages ruraux pauvres, en augmentant la valeur de leurs actifs matériels; en améliorant la production, la commercialisation et la gestion des activités dans les entreprises agricoles et extra-agricoles par le biais de contrats d'assistance technique; et en réduisant les risques pour les moyens de subsistance grâce à la mobilisation de l'épargne et à la micro-assurance.

Viabilité économique et financière

25. Une série de modèles d'entreprises ont été mis au point pour les investissements, et une analyse coûts-avantages a été réalisée. Les résultats financiers font apparaître un accroissement des revenus et des avantages annuels nets pour les familles paysannes. Selon les estimations, les revenus des bénéficiaires augmenteraient pour atteindre 447 USD-1 083 USD à la fin du projet. En retenant un taux d'escompte de 12%, le taux de rentabilité interne serait de 16,5% sur une période de dix ans. L'analyse économique fait apparaître un ratio coûts-avantages de 1,76 et un taux de rentabilité interne de 20,2%. Les montants susmentionnés pourraient varier par suite de la révision des estimations du coût du projet et du financement qui sera menée durant le premier trimestre 2008.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

26. Les modalités de gestion des savoirs définies lors de l'exécution de projets antérieurs seront encore précisées. Le FIDA et le Gouvernement ont réussi à mobiliser un certain nombre d'institutions de recherche, qui ont participé activement à l'analyse des aspects novateurs des interventions. L'unité d'exécution du projet cherchera à collaborer avec ces institutions, tant locales qu'étrangères.

Innovations en matière de développement

27. Le projet développera les approches novatrices poursuivies précédemment, notamment les partenariats public/privé et le recours à une approche basée sur les actifs. Il passera du stade des évaluations des besoins à des approches reposant sur l'établissement de cartes complètes des actifs et l'estimation de leur valeur, l'institution de discussions annuelles entre le Gouvernement national, et les administrations régionales et locales sur les politiques de développement rural et l'alignement des interventions. Le projet facilitera ce processus, qui n'a pas encore été mis à l'essai au Pérou.

Approche d'élargissement

28. On prévoit que les enseignements tirés des activités d'exécution dans les hauts plateaux du sud, où les conditions sont assez semblables, seront appliqués à plus grande échelle dans le nord, et qu'il sera possible, à mi-parcours du projet concernant les hauts plateaux du nord, de disposer d'une approche d'ensemble du développement des hauts plateaux.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

29. Le projet doit faire face à trois risques principaux: i) réduction de l'engagement politique en faveur du développement des hauts plateaux; ii) administration centralisée de l'exécution du projet et politisation de l'intervention; et iii) absence de volonté, de la part des groupes bénéficiaires, de cofinancer les activités. Ces risques peuvent être atténués par une forte participation des parties prenantes, par un niveau adéquat de présence sur le terrain et de renforcement des capacités, et par l'introduction d'un sentiment d'appropriation des initiatives et la démonstration des avantages à en retirer.

Classification environnementale

30. Conformément aux procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé dans la catégorie B, étant donné qu'il ne risque pas de se traduire par un impact négatif significatif sur l'environnement. Les sous-projets à financer seront analysés pour déterminer s'ils risquent d'avoir un impact négatif.

K. Durabilité

31. Le dialogue entre les autorités nationales, régionales et locales sur l'alignement des investissements en faveur des ruraux pauvres sera d'une importance capitale pour un développement durable. À mesure que les communautés feront l'acquisition des savoirs nécessaires à l'amélioration de leurs actifs matériels et qu'elles poursuivront sur cette voie, la gestion améliorée des ressources naturelles deviendra durable.

II. Instruments juridiques et autorité

32. Un accord de prêt entre la République du Pérou et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Les garanties importantes incluses dans l'accord négocié sont jointes en annexe.
33. La République du Pérou est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.
34. Je certifie que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

III. Recommandation

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Pérou un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à neuf millions cinquante mille droits de tirage spéciaux (9 050 000 DTS) venant à échéance le 15 septembre 2025 ou avant cette date, et assorti d'un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence tel que fixé par le Fonds chaque année. Ce prêt sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées dans le présent rapport.

Le Président
Lennart Båge

Garanties importantes incluses dans l'accord de prêt négocié

(Négociations conclues le 19 novembre 2007)

Mesures en matière de gestion des pesticides

1. Le Gouvernement de la République du Pérou (le Gouvernement), par l'intermédiaire de l'organisme responsable du projet (ORP), s'assurera qu'aucun des pesticides fournis dans le cadre du projet n'est interdit par l'autorité nationale compétente, conformément aux recommandations de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), ou n'est classé comme extrêmement dangereux ou très dangereux par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Suivi et évaluation (S&E)

2. Le S&E du projet incombera au spécialiste S&E du projet. Il appartiendra aux responsables du projet de se conformer aux directives du FIDA concernant la présentation d'indicateurs et de données dans le cadre du système de gestion des résultats et de l'impact. L'unité d'exécution du projet signera un accord institutionnel avec l'Institut national de la statistique et de l'information en vue de la réalisation d'une enquête auprès des ménages dans les zones du projet, au début de celui-ci à titre d'étude de référence, à mi-parcours et à l'achèvement du projet.

Étude de référence

3. L'unité d'exécution du projet mènera à bien l'étude de référence du projet dans les six (6) mois suivant la date d'entrée en vigueur de l'accord de prêt.

Atelier préparatoire

4. L'ORP organisera un atelier préparatoire à Chachapoyas dans les trois (3) mois suivant la date d'entrée en vigueur. Les politiques et stratégies du Gouvernement applicables au projet, ainsi que l'approche et les stratégies retenues pour le projet, seront présentées au cours de cet atelier.

Assurance du personnel du projet

5. L'ORP veillera à ce que le personnel de l'unité d'exécution du projet soit assuré contre les risques de maladie, d'accident et de décès, conformément à la réglementation nationale applicable en la matière.

Problématique hommes-femmes

6. Le projet, dans toutes ses activités, et particulièrement dans sa composante relative à l'appui à l'intermédiation financière, fera en sorte de privilégier les femmes et de promouvoir l'équité entre les sexes.

Fonds de contrepartie

7. La contribution du Gouvernement couvrira toute contribution susceptible d'être exigée par la législation nationale, ainsi que toutes les taxes et tous les droits de douane sur les importations de biens, d'ouvrages publics et de services effectuées dans le cadre du projet.

Fraude et corruption

8. Le Gouvernement portera sans délai à l'attention du FIDA toute allégation ou suspicion de fraude et/ou de corruption en rapport avec l'exécution du projet, dont il a connaissance ou qui lui a été signalée.

Suspension

9. a) Le FIDA suspendra le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte de prêt si l'audit requis n'a pas été réalisé de manière satisfaisante dans les six (6) mois à compter de la date fixée à cet effet;
- b) le FIDA pourra suspendre, en tout ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte de prêt s'il se produit l'un quelconque des événements indiqués dans l'accord de prêt ou l'un quelconque des faits suivants:
- i) le directeur du projet a été relevé de ses fonctions sans le consentement préalable du comité de pilotage du projet ;
 - ii) le manuel des opérations du projet, ou l'une quelconque de ses dispositions, a été modifié sans le consentement préalable du comité de pilotage du projet, et ce dernier considère que cette modification a eu un effet préjudiciable important sur le projet;
 - iii) le FIDA a notifié au Gouvernement que des allégations crédibles de corruption ou de pratiques frauduleuses en relation avec le projet ont été portées à son attention et le Gouvernement, après vérification, n'a pris aucune mesure appropriée en temps utile pour y remédier à la satisfaction du FIDA.

Conditions préalables à l'entrée en vigueur

10. L'accord de prêt entrera en vigueur une fois que les conditions préalables ci-après auront été remplies:
- a) le directeur du projet a été nommé conformément aux dispositions de l'accord de prêt;
 - b) le comité de pilotage du projet a été dûment créé conformément aux dispositions de l'accord de prêt;
 - c) l'ORP a été constitué conformément aux dispositions juridiques spécifiées à cet effet, et ses moyens techniques, administratifs, économiques et financiers ainsi que sa capacité de gestion autonome ont été mis en place selon la législation nationale applicable en la matière;
 - d) l'unité d'exécution du projet a été constituée ainsi que le stipule l'accord de prêt;
 - e) le Gouvernement, par l'intermédiaire de l'ORP, a dûment ouvert le compte spécial et l'ORP a dûment ouvert le compte du projet;
 - f) l'accord de prêt a été dûment signé, et sa signature et son exécution par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les autorités institutionnelles, administratives et gouvernementales compétentes;
 - g) un avis juridique, émanant du bureau du conseiller juridique du Ministère de l'économie et des finances, qui couvre les points exposés dans l'accord de prêt et qui est acceptable tant en la forme que sur le fond par le FIDA, a été remis à ce dernier par le Gouvernement.

Key reference documents

Country reference documents

Trivelli, Carolina Hildegard Venero, Rosa Morales, Johanna Yancari y Roberto Piselli, MINAG IEP, 2006 Definición del Ambito de Intervención para el Proyecto: Fortalecimiento de los Actores, Activos, Mercados y Políticas para el Desarrollo Rural.

del Carpio Olga MINAG, IICA 2006 Marco Institucional en el Área del Proyecto.

Bernaola Alejandro, MINAG, 2006 Dinámica y desarrollo del mercado de productos y servicios agrarios rurales en las regiones de La Libertad, Amazonas, Cajamarca y Lambayeque.

MINAG, 2006 Experiencias Exitosas de Programas y Proyectos de Desarrollo Rural en el Peru

IFAD reference documents

IFAD, 2002 Country Strategic Opportunities Paper
Trudel, Monique, Illia Rosenthal, Ludwig Huber, Pierre de Zutter, Análisis cualitativo de los activos y de los sueños de la población rural pobre en ocho comunidades de los departamentos de Apurímac, Ayacucho y Huancavelica

IFAD, 2004 Evaluación Temática sobre Experiencias Innovadoras de los Proyectos del FIDA en el Perú

IFAD, 2000 Evaluación Terminal del Proyecto de Fortalecimiento de los Sistemas de Extensión en la Sierra (FEAS)

IFAD, 2002 Evaluación Preterminal del Proyecto de Manejo de los Recursos Naturales en la Sierra Sur (MARENASS)

IFAD, 2006 Evaluación Preterminal del Proyecto de Desarrollo del Corredor Puno-Cusco

Other miscellaneous reference documents

Escobal, Javier, y Martin Valdivia, GRADE, 2004 Perú: hacia una estrategia de desarrollo para la Sierra rural

Molano, Olga Lucía, 2006 Esta casa es con plata de cuyes. Identificación y valorización de los activos de los pobres rurales

Pérez Antonio, Banco Mundial, 2006 Hacia la competitividad agropecuaria y la equidad rural. Perú La Oportunidad de un País Diferente. Banco Mundial

ITAD, 2005 IFAD Independent External Evaluation

Caballero José Maria Caballero, Carolina Trivelli, y Maria Donoso Clark, Banco Mundial, 2006 Desarrollo Territorial. Perú La Oportunidad de un País Diferente

Zutter, Pierre de, 2004 Diez claves de éxito para el desarrollo rural.

World Bank, 2002 Rural Development Strategy for the Peruvian Sierra

World Bank, 2005 Opportunities for All, Poverty Assessment

Logical framework

Objective hierarchy	Key performance indicators and targets (RIMS indicators are in ITALICS)	Monitoring mechanisms and information sources	Assumptions and risks
Goal Poverty and extreme poverty levels of the rural population – men, women and youths- of the Northern Highlands of Peru reduced	<ul style="list-style-type: none"> Reduction in child malnutrition (reference: current estimation 40% in rural areas of the highlands),¹ Reduced poverty conditions in project area estimated at 65.6% extreme poor and 30.6% poor² 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline, midterm and completion surveys 	
Project Purpose Rural poor small - scale producers and entrepreneurs, particularly women and youths, have increased and/or added value to their human, social, natural, physical and financial assets in the Northern Highlands of Peru	<ul style="list-style-type: none"> 20 000 households (incl. 12 000 women and 7282 youths as direct beneficiaries)with incomes US\$1040 and in districts with HDI of ≤0.6. Improved food security at year 5 benefiting 60 000 people 60 % of beneficiary households applying improved technologies with increased production Increased assets of rural households³:60 % of HH with increased physical assets (e.g. housing improvements, land,) ,15 % of HH with increased human assets (e.g. education especially girls),25 % of beneficiary HH with increased social assets (e.g. citizenship), 60 % of beneficiary women with increased financial assets through savings accounts At least 40% of district development plans implemented over a time horizon of five years At least 100 rural organizations benefit from additional resources from third parties 	<ul style="list-style-type: none"> RIMS Impact Survey implemented in 1st year, before mid-term and before completion Methods and tools to be defined according to Baseline M+E table (see Main text Appendix 8) 	<ul style="list-style-type: none"> Clearly defined mechanism for decentralization process and poverty reduction Political environment favourable for inter/intra institutional initiatives Gov. supp. funds for social investment made available to regional/municipal govts
Component: Output 1: Capacities of local instits., communities and rural orgs. strengthened to manage their natural resources and reverse processes of deterioration for productive and economically viable activities	Managing Natural Resources and Valuing Physical Assets <ul style="list-style-type: none"> 400 rural organisations(= 8600 HH) with improved capacities in NRM 115 community asset maps and NRM plans elaborated (participation of 1800 HH) 200 rural animators / development workers with improved NRM knowledge 8400 ha of land improved through soil and water conservation by 2800 contests US\$2.4 million directly transferred to communities/organisations by means of contests on natural resource management 	<ul style="list-style-type: none"> Records of contests, documentation of mgmt plans, Training records, cultural/assets maps 	<ul style="list-style-type: none"> Rural production patterns not affected by climate conditions No major difficulties in implementing financial transfer mechanisms
Component	Developing Business Initiatives and Strengthening Financial Assets		
Output 2: Rural poor small - scale producers and entrepreneurs including women and youths and their organisations strengthened and empowered in terms of their management capacities, marketing position and entrepreneurial activities	<ul style="list-style-type: none"> 575 leaders of groups trained in business and entrepreneurship (including. 350 women) 1440 individual producers with improved business plans (700 women) 6700 HH (incl. 200 individual small-scale entrepreneurs) co-financed business plans. 2000 individuals (25% women) trained in business and technical skills. 230 women's organisations trained in business and entrepreneurship 2880 technical assistance contracts and support services signed 360 technicians of service providers trained in marketing and business development 135 organizations (2000 HH) with improved knowledge in concepts of equity, citizenship. 20 joint production investments between migrants and orgs./communities established 12 networks of beneficiary organisations established 300 producers' groups with women in leadership positions 	<ul style="list-style-type: none"> Records of contests Documentation of business plans Contracts with service providers M&E reports of service providers 	<ul style="list-style-type: none"> Terms of offering business assistance are sufficiently interesting to attract advisors Economic policies and regulations are in favour of small-scale businesses of rural poor households Services are offered on time in line with procedural requirements
Output 3: Rural poor increase financial assets through saving mobilizations and micro insurance	<ul style="list-style-type: none"> 12000 women with saving accounts and 36 000 persons with micro insurance 3000 women trained in financial asset management 	<ul style="list-style-type: none"> Records on saving accounts and insurance 	<ul style="list-style-type: none"> Beneficiary contributions committed and accounts maintained
Component	Strengthening Territorial Development and Furthering Knowledge Management		
Output 4: Harmonization and coordination activities between public/private institutions and beneficiaries organisations enhanced	<ul style="list-style-type: none"> 100 Public and Private Partnership investments 100 local/municipal co-financed development plans designed 4000 project users formalised and registered (citizenship) 50 % women 345 local public/private actors trained in poverty reduction methods/project strategies 2 public infrastructure and 35small- scale irrigation infrastructure built,15 modules of agricultural support financed 1 module of nutritional support administered to benefit 1000 children (Ferreñafe) 	<ul style="list-style-type: none"> Contracts with PPP partners Local/municipal plans Training records 	<ul style="list-style-type: none"> Investments with PPP projects on time and in line with project requirements
Output 5: Good practices and innovations incorporated in pro-poor knowledge management systems	<ul style="list-style-type: none"> Projects of local/regional institutions apply good practices, 5 analytical documents on good practices and innovation 	<ul style="list-style-type: none"> Project produced and distributed documents Rural dev. policy docs. 	

¹ Figures by MIMDES, Peru.

² FONCODES Poverty Map, 2006.

³ Assets indicators according to lessons learned by MARENAS and CORREDOR Projects.

